

Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis

## **Le Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire (REAS)**

*Pratique militante, forme d'engagement et projet politique dans le mouvement de l'économie solidaire en France (1990-2000),*

**Elodie Ros,**

Thèse de science politique

sous la direction d'Yves Sintomer de l'Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis

soutenance le 27 juin 2017

### RÉSUMÉ

L'économie solidaire regroupe un ensemble d'activité économique reposant sur une démocratie interne et sur l'utilité sociale de sa production. En France, elle a émergé il y a une trentaine d'années. Lors de mes premières réflexions sur le projet politique de l'économie solidaire, je cherchais à comprendre comment celui-ci s'était construit et quelles avaient été les traditions militantes qui avaient pu le nourrir. Entre 1989 et 1998, le Réseau pour une économie alternative et solidaire (REAS) a été le premier réseau à fédérer l'ensemble de ces initiatives et à faire surgir l'économie solidaire sur la scène nationale et dans l'agenda des politiques publiques. Pourtant, malgré une littérature abondante sur l'économie solidaire, aucune recherche n'a été spécifiquement consacrée à l'étude de ce premier réseau national. Pour répondre à mes questions, il m'a semblé important d'aller interroger le mouvement qui avait fait émerger politiquement ce secteur. J'ai donc décidé de consacrer mon travail de thèse au projet du REAS.

Le REAS est créé dans le but précis de promouvoir un projet d'économie alternative et solidaire visant à renouveler l'offre politique à gauche. Renouvellement sur le positionnement mais aussi sur les pratiques militantes. Ainsi, le REAS inscrit son projet dans une troisième voie entre le parti socialiste et le parti communiste, d'abord. Si le REAS a souhaité ancrer son projet dans l'héritage de la deuxième gauche, c'est clairement au sein de l'écologie politique alors naissante qu'il se positionne. L'importance du Parti socialiste unifié (PSU) dans le parcours des militants et celui du parti Les Verts, devenu Europe Écologie – Les Verts (EELV), témoignent également de ce positionnement. Par ailleurs, la volonté de renouvellement s'exprime aussi dans la mise en œuvre d'un militantisme original : privilégier l'expérimentation pour convaincre plutôt que l'argumentaire, partir des initiatives locales

pour construire les grandes orientations politiques du mouvement, promouvoir une émancipation individuelle qui se réalise à travers la participation à un projet collectif, valoriser la diversité des opinions, des expériences et le consensus. L'absence de recherche sur ce réseau et ma volonté de reconstituer les filiations militantes du projet de l'économie solidaire en général et du REAS en particulier m'ont conduite à orienter mon travail vers une recherche empirique. Une soixantaine d'entretiens semi-dirigés avec d'anciens militants du REAS ont été réalisés. Ils ont été complétés par l'analyse de la revue *A Faire* éditée par le réseau et par l'étude de quelques archives recueillies.

L'enquête a rapidement mis en lumière un implicite dans les engagements antérieurs des militants du REAS. En effet, un nombre important d'entre eux a un engagement initial au sein des mouvements de jeunesse proche de l'action catholique spécialisée (Jeunesse ouvrière chrétienne, jeunesse étudiante chrétienne, jeunesse agricole catholique...). Ce premier constat a été renforcé par la présence de militants se reconnaissant comme « chrétien de gauche ». La question s'est alors posée de savoir si le projet politique du REAS était la simple reconversion de ce militantisme d'origine chrétienne ou bien le fruit d'interactions entre différentes traditions militantes.

Pour répondre à cette question, les résultats de l'enquête ont été traités autour de trois classes d'âges distinctes d'acteurs : les plus de 45 ans, les militants d'âge intermédiaire et les militants de moins de 35 ans. Les militants les plus âgés sont diplômés des grandes écoles souvent issues de grandes familles industrielles. Ils se sont engagés au REAS en grande partie au moment de leur retraite. Ils exerçaient des professions que l'on peut qualifier d'expert. Enfin, ils affichent un engagement chrétien important. Ils se reconnaissent d'ailleurs dans le vocable « chrétien de gauche » bien que leur parcours politique fasse apparaître une certaine distance avec l'engagement partisan. Ils mettent clairement en avant la dimension spirituelle comme moteur de leurs engagements militantes. Les militants d'âge intermédiaire (entre 35 et 45 ans) sont également fortement diplômés. Ils sont issus de familles essentiellement d'ouvriers et de professions intellectuelles. Ils connaissent une ascension sociale par rapport à leurs parents bien que celle-ci ait pu être limitée en lien avec leur engagement politique. Leur parcours militant fait apparaître un très fort engagement dans les partis politiques, avant, pendant et après le REAS et notamment au sein du PSU. Un nombre important de ces militants ont été formés au sein de la J.O.C. ou autres organisations de jeunesse. S'ils ont eu une formation chrétienne, ils sont peu nombreux à se reconnaître aujourd'hui comme tel. Ils ont souvent rompu avec la religion lors de leur premier engagement partisan. Ils s'engagent au REAS à la suite d'un militantisme politique dense de

l'après Mai 1968 dans l'objectif d'agir concrètement et de sortir d'un positionnement politique purement théorique. Les jeunes militants, enfin, bien que fortement diplômés, le sont un peu moins que leurs aînés. Ils ont souvent acquis leur diplôme le plus élevé afin de valider ou compléter une première expérience professionnelle. Ils connaissent une importante ascension sociale fruit de la professionnalisation de leurs engagements militants. Cependant, ils exercent souvent au sein d'association ou de structure d'économie solidaire dont les conditions de travail et de salaire modèrent un peu les bénéfices de cette ascension. Ils se sont investis au sein du REAS pour y trouver des solutions alternatives aux problèmes rencontrés sur le terrain (chômage de masse, pauvreté, exclusion...). Ils revendiquent avant le besoin d'agir sur leur quotidien pour réellement changer les choses. Leur engagement politique est essentiellement au sein du parti Les Verts ou EELV. Leurs parents ont eux-mêmes été militants à gauche et plutôt dans des syndicats que dans des partis. Ils sont beaucoup plus nombreux que les autres militants à avoir exercé un mandat d'élu local avant, pendant ou après le REAS. C'est également dans ce groupe que les militants sont le plus éloignés d'une culture chrétienne. Une partie des militants de ce groupe est d'ailleurs issue de famille de tradition musulmane ou athée.

Au sein de l'enquête, chaque groupe d'âge a incarné une dynamique d'engagements militants autour de traditions politiques différentes. Les plus âgés incarnent des militants pouvant être qualifiés de chrétiens de gauche. Ce premier résultat aurait pu conduire à valider l'hypothèse d'un projet et d'un militantisme trouvant ses sources dans la reconversion du militantisme forgé au sein de la nébuleuse de l'Action catholique. Cependant, l'étude des parcours des deux autres groupes conduit à compléter ce premier résultat. Ainsi, l'analyse des parcours des militants âgés entre 35 et 45 ans a permis de montrer comment un *habitus* militant proche de celui de la JOC avait été transformé par une dynamique plus proprement politique dans l'héritage de la deuxième gauche en général et du PSU en particulier. L'inscription du projet politique du REAS dans une troisième voie entre le Parti socialiste et le Parti communiste est une forte thématique de ce groupe. L'étude enfin des jeunes apporte à ces deux dynamiques, l'importance d'un ancrage local et des considérations plus quotidiennes qui demandent des résultats immédiats. Il n'est plus question d'attendre le grand soir ou le petit matin frais mais de trouver des solutions « ici et maintenant » notamment aux questions de chômage ou d'accès aux droits communs portés par les jeunes des quartiers populaires mobilisés autour du projet Génération Banlieue.

En conclusion, cette recherche montre que si le projet politique et le militantisme du REAS sont en partie le fruit de la reconversion d'un *habitus* militant proche de celui de la JOC, ils

sont surtout le produit d'une combinaison de ces trois dynamiques militantes distinctes. Cette combinaison peut se définir comme affinité élective au sens où l'entend Michael Löwy d'« *un rapport d'attraction et de renforcement mutuels qui aboutit parfois à une sorte de symbiose culturelle* » (Löwy 1998). Cependant, l'application faite du concept d'affinité élective en sciences sociales s'est toujours limitée à deux éléments distincts : entre le protestantisme et l'esprit du capitalisme, entre les utopies libertaires et le judaïsme, entre participation et délibération, etc. Or, l'enquête sur les origines du projet politique et des pratiques militantes du REAS dessine une affinité non entre deux, mais entre trois éléments, trois dynamiques militantes. Ce résultat mérite donc sans doute d'être complété.

Malgré une existence courte, le REAS a contribué à poser les fondements du projet de l'économie solidaire en France. Même si un certains nombre de ces acteurs ne reconnaît pas son apport, il reste qu'il a eu un rôle incontestable dans sa mise sur l'agenda politique des collectivités locales de l'économie solidaire. De plus, à travers la porosité entre le recrutement de leurs militants et la proximité de leur projet politique, il est certain de que REAS a joué un rôle dans le développement du parti politique Les Verts. Cette expérience pourrait être une ressource parmi d'autres pour réfléchir aux questions de renouvellement des formes politiques qui restent aujourd'hui autant d'actualité qu'il y a vingt ans. La combinaison originale produite au sein du REAS mériterait d'être réinvestie et sans doute adaptée aux questions d'aujourd'hui.